

MARCHÉ PASSÉ SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE

Conformément aux articles R.2123-1 et L.2123-1 du code de la commande publique

Concernant :

**« L'acquisition d'un (1) chariot élévateur électrique
au profit de la Base Navale
des Forces Armées en Polynésie Française (FAPF) »**

CAHIER N°1

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Code nomenclature CPV : 42900000-5 (machines diverses à usage général)

Code PCE : 6065600000 (matériel technique)

Code GM : 44.02.02 (machine et équipement industriel)

Textes de référence :

- Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : GÉNÉRALITÉS	3
1.1 - Objet du marché.....	3
1.2 - Durée du marché.....	3
1.3 - Montant du marché	3
1.4 – Validité des offres	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1 – Procédure et forme de la consultation	3
2.2 - Unité monétaire.....	3
2.3 – Clause incitative à l'égalité femmes hommes – Responsabilité sociétale des Entreprises (RSE)3	
ARTICLE 3 : LANGUE UTILISÉE	4
ARTICLE 4 : TRANSMISSION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	4
4.1 - Retrait du dossier de consultation des entreprises (DCE) par voie dématérialisée	4
4.2 - Retrait du dossier de consultation des entreprises (DCE) dans les locaux de la DICOM.....	5
ARTICLE 5 : MODALITÉS DE PRÉSENTATION DE L'OFFRE	5
5.1 - Présentation de l'offre	5
5.2 - Dépôt des offres par voie dématérialisée	7
5.3 - Dépôt des offres papiers dans les locaux de la DICOM	7
5.3.1 Enveloppe extérieure.....	8
5.3.2 Enveloppe intérieure	8
ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 7 : PROPOSITION FINANCIÈRE	8
ARTICLE 8 : EXAMENS DES PLIS.....	8
8.1 Conditions d'attribution.....	8
8.2 - Choix du titulaire.....	9
ARTICLE 9 : PARTICIPATION A LA CONSULTATION.....	9
ARTICLE 10 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	9
ANNEXE I	11
ANNEXE II	12

ARTICLE 1 : GÉNÉRALITÉS

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'un (1) chariot élévateur électrique au profit de la Base Navale des Forces Armées de Polynésie Française (FAPF), située à Papeete.

Il est passé en application de l'ordonnance du 26 novembre 2018 et de son décret d'application n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le directeur du commissariat d'outre-mer en Polynésie est le RPA. Il a reçu délégation du ministre des Armées en vertu de l'arrêté du 23 août 2021, modifiant l'arrêté du 22 juin 2007 portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics au ministère des Armées.

1.2 - Durée du marché

La durée de validité du marché débute à la date de notification et se termine à la fin de la garantie fixée à l'acte d'engagement.

1.3 - Montant du marché

Le montant du présent marché est fixé sur l'acte d'engagement.

1.4 - Validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Procédure et forme de la consultation

La procédure retenue dans le cadre de cette consultation est la procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et L.2123-1 du code de la commande publique.

Il entre dans la catégorie des marchés de fournitures. Il est passé sous la forme d'un marché simple, conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

2.2 - Unité monétaire

L'unité monétaire souhaitée par l'administration est le franc pacifique. Toutefois, si l'euro se substitue au franc pacifique, le taux de conversion légal (qui s'élève aujourd'hui à 0,00838 € pour 1 franc pacifique) s'applique.

2.3 - Clause incitative à l'égalité femmes hommes – Responsabilité sociétale des Entreprises (RSE)

Le ministère des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « Egalité professionnelle femmes hommes » et « Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR) ».

Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisation sont disponibles sur le site www.achat.defense.gouv.fr

En outre, ce site a pour objectif d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du Ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), les prévisions d'achat du ministère et les demandes d'information (DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

ARTICLE 3 : LANGUE UTILISÉE

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre et la candidature doivent impérativement être rédigés en **langue française**.

ARTICLE 4 : TRANSMISSION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Transmission du dossier de consultation des entreprises (DCE) aux candidats :

Le DCE à retirer comprend :

- le présent règlement de consultation,
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes,
- l'Acte d'Engagement.

Si le candidat constate que le dossier est incomplet, il est invité à le signaler dans les meilleurs délais au représentant du pouvoir adjudicateur, afin de le faire compléter.

4.1 - Retrait du dossier de consultation des entreprises (DCE) par voie dématérialisée

Depuis le 1er octobre 2018, la dématérialisation concerne toutes les procédures d'achats de l'Etat.

C'est pourquoi le retrait du DCE par **voie dématérialisée est à privilégier**.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) peut être téléchargé gratuitement sur la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Pour cela, il faut s'identifier dans la rubrique « Je m'identifie/je m'inscris » puis rechercher la consultation dans « Toutes les consultations », située dans le menu fonctionnel latéral, en indiquant **DCE chariot élévateur** dans le champ « Référence » et cliquer sur « Lancer la recherche ». Depuis la page de résultats, cliquer sur « Accéder à la consultation ».

Le candidat peut prendre connaissance des modalités d'inscription dans le « guide d'utilisation-entreprise », situé dans le champ « aide » de la plateforme.

Les modifications éventuelles apportées via cette plateforme à la consultation seront automatiquement envoyées aux candidats qui ont téléchargé le DCE sur l'adresse électronique enregistrée lors de l'inscription sur la PLACE.

L'administration se réserve le droit de modifier la consultation, au plus tard sept (07) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir porter de réclamation à ce sujet.

Les candidats doivent déposer leurs questions via cette plateforme et recevoir les réponses par ce même biais à la rubrique « Question ».

Lorsque le candidat souhaite poser plusieurs questions, il peut joindre à son message électronique sur la plateforme www.marches-publics.gouv.fr une pièce comptant l'ensemble des questions.

Les questions posées ne sont pas visibles par les autres candidats ayant téléchargé le dossier de consultation des entreprises. Seule l'administration concernée en a connaissance. De même, les réponses apportées par l'administration à ces questions ne mentionnent pas l'identité des candidats qui en sont à l'origine.

Ces demandes peuvent être adressées au représentant du pouvoir adjudicateur, par écrit, au plus tard **sept (7) jours** calendaires avant la date limite de remise des plis. Une réponse sera alors adressée au plus tard **cinq (5) jours** calendaires avant la date limite de remise des plis, à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.

Afin de pouvoir télécharger et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les candidats doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : .zip, .pdf, .doc et.xls

(enregistrés sous Office 2003 / Windows ou tout logiciel permettant d'enregistrer de manière conforme sous ces formats).

La signature électronique de l'offre n'est pas exigée.
L'offre doit être établie obligatoirement sur les imprimés joints au présent DCE
Les fac-similés de signature sont acceptés.

Le candidat ne pourra apporter aucune modification aux dispositions contenues dans l'ensemble des documents composant le DCE.

4.2 - Retrait du dossier de consultation des entreprises (DCE) dans les locaux de la DICOM

A défaut de retirer le dossier par voie dématérialisée, ce dernier peut exceptionnellement être retiré à l'adresse et aux heures suivantes :

Ministère des armées
Groupeement de soutien du Commissariat
Direction du commissariat d'outre-mer de Polynésie française
Division Métiers / Bureau Achats-Marchés / Cellule contractualisation
Quartier LCL BROCHE
BP 9211 – 98716 PIRAE TAHITI - POLYNESIE FRANCAISE
☎ 40.46.32.92
✉ dicom-pyf-dm-bam-contract.contact.fct@intradef.gouv.fr

le lundi, mardi et jeudi **de 07h00 à 11h30** et **de 13H30 à 16H00**
le mercredi et vendredi **de 07h00 à 11h30**

L'accès se fait par l'entrée principale du camp LCL BROCHE, dans les locaux du GSC/DICOM PF/BAM muni d'une pièce d'identité.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE PRÉSENTATION DE L'OFFRE

5.1 - Présentation de l'offre

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature ou de l'offre par le candidat sont établis en langue française et exprimées en franc pacifique. Toutefois si l'euro se substitue au franc pacifique, le taux de conversion légal fixé à 0,00838 s'applique. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

Composition de l'offre :

L'offre doit contenir les documents suivants :

- le formulaire FE 004/DC1 intitulé « lettre de candidature et désignation du mandataire par ses « co-traitants » dûment remplie et comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à 11 du Code de la commande publique (**ou case F1 du DC1 à cocher**), daté et signé ;
- le formulaire FE 005/DC2 intitulé « déclaration du candidat » (le soumissionnaire doit obligatoirement remplir de manière exhaustive les cases C1, D et F du document) ; ce formulaire doit faire apparaître, si nécessaire au moyen de documents complémentaires, tout élément permettant d'apprécier :
 - la capacité financière du soumissionnaire (déclaration concernant le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaire relatif aux services et fournitures faisant l'objet du présent marché réalisé au cours des trois derniers exercices) ;
 - la capacité technique, à travers une présentation des effectifs et des moyens matériels du soumissionnaire disponibles pour l'exécution des prestations pour lequel celui-ci soumissionne ;

- la capacité professionnelle à partir des certifications de qualité détenues et/ou de ses références pour les services faisant l'objet du marché, au cours des deux dernières années, ou à partir de tout autre moyen ;
- l'acte d'engagement sur papiers dûment renseignés (nom, prénom), signés et datés par la personne habilitée à contracter au nom de la société et revêtus du cachet de l'entreprise ;
- un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP) IBAN tel qu'il est inscrit sur l'acte d'engagement ;
- une attestation sur l'honneur certifiant que le soumissionnaire a satisfait aux obligations fiscales et sociales (*) ;
- l'attestation de délégation de pouvoir (si nécessaire) ;
- l'extrait Kbis du registre du commerce datant de moins de trois (03) mois ;
- tous documents publicitaires ou commerciaux que le candidat juge utile de fournir, notamment si le soumissionnaire n'est pas connu du représentant du pouvoir adjudicateur ;
- **Le dossier technique doit contenir au minimum :**
 - les caractéristiques du matériel proposé grâce, notamment, à la fourniture d'une documentation technique en français ;
 - **les conditions de maintenance :**
 - L'échéancier d'entretien préventif ;
 - Le type de visite préventive (classique, majeure (changement de pièces détachées importantes...) ;
 - Si une visite préventive de sortie de garantie est incluse à la garantie ;
 - La réactivité en cas de panne : délais d'intervention...
 - **les performances environnementales du matériel proposé, notamment :**
 - Conformément à l'article 19 du CCP, présentation du mode de traitement des déchets issus des prestations du marché : processus de collecte et de tri, ainsi qu'identification des filières et processus de traitement utilisés des différents types de déchets produits suite à une maintenance (DEEE pièces d'usure, métaux/ferraille, plastique, etc.) ;
 - Présentation de toutes autres informations jugées utiles par le candidat, portant sur une démarche de performance environnementale.

Le marché est notifié au soumissionnaire retenu sous réserve que celui-ci produise dans un délai de huit (8) jours ouvrés, à compter de la date de la demande par le RPA les documents suivants :

- ***les attestations des organismes fiscaux et sociaux ;***
- ***l'attestation d'assurance ;***

() Les certificats et attestations à fournir doivent impérativement être établis pour l'année en cours et traduisent la situation au 31 décembre de l'année précédente.*

En complément, chaque soumissionnaire peut, outre les documents susvisés, produire toute pièce ou renseignement permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques ou financières ainsi que les références des prestations attestant de sa compétence à soumissionner. L'ensemble des documents doit être renseigné, daté et revêtu de la signature originale (non photocopiée) de la personne habilitée à engager la société.

Tous les documents constitutifs du présent accord cadre doivent être signés par la personne identifiée au niveau du paragraphe « C – Identification du candidat » de la déclaration du candidat (FE 005/DC2). Dans le cas contraire, une attestation de délégation de pouvoir doit obligatoirement être jointe. Cette attestation doit comporter les noms, qualités et signatures du délégant et du délégataire.

Nota : le Cahier des Clauses Particulières (CCP) n'a pas à être joint à l'offre ; il est réputé être accepté sans modification par le soumissionnaire.

5.2 - Dépôt des offres par voie dématérialisée

La remise des offres par voie dématérialisée doit être privilégiée.

Chaque fichier à télécharger doit être au format « pdf ».

Pour la version dématérialisée, le logiciel « PLACE » a été conçu de telle sorte que chaque utilisateur puisse renseigner les informations requises de façon autonome sur le site : www.marches-publics.gouv.fr en suivant le procédé ci-dessous :

Dans le module « Annonces / Consultations en cours » situé dans le menu fonctionnel latéral, sélectionner « Recherche avancée ». Dans le champ « Référence » indiquer la référence de la consultation :

DCE_chariot_élévateur et cliquer sur « Lancer la recherche ». Depuis la page de résultats, cliquer sur « Accéder à la consultation » pour accéder à la page de détails de la consultation puis aller à la rubrique « Dépôt ».

Un guide d'utilisation à destination des candidats est disponible sur le site dans l'onglet « Aide ».

En cas de difficulté, il est possible de contacter un acheteur en charge de la procédure dont les coordonnées téléphoniques et électroniques figurent à l'article 10 du présent règlement de consultation.

La date et l'heure limites de fin de téléchargement de la soumission sur le logiciel « PLACE » sont fixées au :

Jeudi 03 juillet 2025 à 11h00, heure locale
--

Important : il est recommandé à tous les candidats de tenir compte des délais de téléchargement.

5.3 - Dépôt des offres papiers dans les locaux de la DICOM

A défaut de dépôt de l'offre sur le logiciel PLACE, celle-ci peut toujours être transmise à titre exceptionnel « sous pli cacheté » comportant une enveloppe intérieure également cachetée. Ces enveloppes doivent être présentées conformément aux dispositions des paragraphes suivants.

Le pli doit impérativement parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous :

Ministère des armées
Groupement de soutien du Commissariat
Direction du commissariat d'outre-mer de Polynésie française
Division Métiers/Bureau Achats-Marchés/Cellule contractualisation
Quartier LCL BROCHE
BP 9211 – 98716 PIRAE – TAHITI – POLYNESIE FRANCAISE
☎ 40.46.32.92
✉ dicom-pyf-dm-bam-contract.contact.fct@intradef.gouv.fr

- en recommandé avec accusé de réception par voie postale ;
- **ou** déposé, contre récépissé, dans les créneaux horaires précisés à l'article 4.2 du présent règlement de consultation.

Toute offre parvenue hors délai est jugée irrecevable et est retournée à l'expéditeur sans avoir été ouverte.

Il est recommandé à tout soumissionnaire de tenir compte des délais d'acheminement postaux pour l'envoi de son pli.

Les offres doivent être transmises ou déposées par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception par l'administration concernée.

La date et l'heure limites de remise du pli sont fixées au :

Jeudi 03 juillet 2025 à 11h00, heure locale

Important : la date faisant foi est la date de réception du pli et non la date d'envoi.

5.3.1 Enveloppe extérieure

L'offre est transmise « sous pli cacheté » avec les mentions suivantes :

**Ministère des armées
Groupement de soutien du Commissariat
Direction du commissariat d'outre-mer de Polynésie française
Division Métiers/Bureau achats-marchés/Cellule contractualisation
BP 9211 – 98716 PIRAE TAHITI – POLYNESIE FRANCAISE
MAPA concernant :**

**« L'acquisition d'un (1) chariot élévateur électrique au profit de la Base Navale
des Forces Armées en Polynésie Française (FAPF). »**

« NE PAS OUVRIR PAR LE BUREAU COURRIER »

5.3.2 Enveloppe intérieure

L'offre est transmise « sous pli cacheté » conformément à l'annexe I.

ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE

Le soumissionnaire est autorisé à recourir à la sous-traitance pour la maintenance du chariot élévateur dans le cadre de la garantie mais il doit au préalable obtenir l'accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de demande de sous-traitance, le soumissionnaire doit renseigner, avec son sous-traitant, le document FE016/DC4 intitulé : « déclaration de sous-traitance » figurant en annexe II du présent RC.

ARTICLE 7 : PROPOSITION FINANCIÈRE

L'offre de prix du soumissionnaire, à remplir dans l'annexe à l'acte d'engagement, doit obligatoirement faire mention :

- du prix du chariot élévateur électrique y compris la livraison, le déchargement sur le lieu de livraison et les frais de mise en service ;
- du montant de la Terv (Taxe pour l'environnement et le recyclage des véhicules) ;
- des charges inhérentes à l'exécution du marché (frais et droits de douanes éventuels).

Ce document doit être revêtu de la signature originale de la personne représentant la société.

ARTICLE 8 : EXAMENS DES PLIS

8.1 Conditions d'attribution

L'offre du soumissionnaire doit être conforme au cahier des clauses particulières pour être étudiée. Le RPA retient l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le tableau suivant avec leur pondération.

CRITÈRES	Désignation	Point	Pondération/ Note
1/Prix	<p align="center"><u>Prix</u></p> <p>L'analyse porte sur les offres de prix proposées par les différents soumissionnaires.</p> <p>Formule de calcul : (offre la plus basse/offre du soumissionnaire) x 20</p>	/20	70 %
2/Délai de livraison en jours calendaires (cf. article 7.3 du CCP)	<p align="center"><u>Délai de livraison</u></p> <p>Formule de calcul : (délai de livraison le plus court/délai du soumissionnaire) x 20</p>	/20	10%
3/Durée de garantie en mois (minimum 12 mois) cf. article 9.1 du CCP)	<p align="center"><u>Durée de garantie en mois</u></p> <p>L'étude porte sur la durée de garantie proposée par chaque soumissionnaire.</p> <p>Formule de calcul : (garantie du soumissionnaire/garantie la plus longue x 20</p>	/20	10%
4/Délai d'intervention en jour ouvré (maximum 3 jours) cf. article 9.2 du CCP)	<p align="center"><u>Délai d'intervention</u></p> <p>Formule de calcul : (délai d'intervention le plus court/délai du soumissionnaire) x 20</p>	/20	10%

8.2 - Choix du titulaire

Les offres sont classées par ordre croissant pour la (durée de garantie) et décroissant pour (le prix et les délais). L'offre la mieux classée est retenue. Pour chaque critère, la note maximale est attribuée à la meilleure offre. Les autres seront notées proportionnellement à la meilleure.

ARTICLE 9 : PARTICIPATION A LA CONSULTATION

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction du présent cahier des clauses particulières.

ARTICLE 10 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire nécessaire au cours de leur étude, les candidats peuvent prendre contact avec :

Groupement de soutien du Commissariat
Direction du commissariat d'outre-mer en Polynésie française (DICOM PF)

Division Métiers / Bureau achats - marchés
 CR1 Jeams Fabre – chef du bureau achats marchés DICOM/GSC Polynésie française

Tél : 40 46 32 63 - Courriel : jeams.fabre@intradef.gouv.fr

Ou à l'adresse fonctionnelle suivante : dicom-pyf-dm-bam-contract.contact.fct@intradef.gouv.fr

Groupement de soutien du Commissariat
Direction du commissariat d'outre-mer en Polynésie française (DICOM PF)

Division Métiers / Bureau achats - marchés / Cellule contractualisation

Prl Apolline Calland – Rédacteur à la cellule contractualisation


Tél : 40 46 32 92 - Courriel : apolline.calland@intradef.gouv.fr

Ou à l'adresse fonctionnelle suivante : dicom-pyf-dm-bam-contract.contact.fct@intradef.gouv.fr

Toutefois, toute demande de renseignement portant sur la teneur de l'offre doit faire l'objet d'un écrit et doit impérativement parvenir au plus tard **sept (7) jours** calendaires avant la date limite de dépôt des plis à la cellule contractualisation du GSBdD/DICOM PF. Au-delà, aucune réponse ne peut être fournie par l'administration.

Le RPA informe tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation de la réponse apportée afin de respecter le principe d'égalité de traitement des candidats.

ANNEXE I
ETIQUETTE DE L'ENVELOPPE

 MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	DIRECTION DU COMMISSARIAT D'OUTRE-MER DE POLYNÉSIE FRANCAISE BP 9211 – 98716 PIRAE – TAHITI – POLYNÉSIE FRANCAISE
ÉTIQUETTE ENVELOPPE INTÉRIEURE	
NE PAS OUVRIR AVANT LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS	
MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE Consultation relative à :	
L'acquisition d'un (1) chariot élévateur électrique au profit de la Base Navale des Forces Armées en Polynésie Française (FAPF)	
<u>IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE (cachet) :</u>	
<u>DOCUMENTS CONTENUS DANS L'ENVELOPPE :</u> (cocher les cases)	
<div style="text-align: left;"><input type="checkbox"/> Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants – FE 004/DC1 <input type="checkbox"/> Déclaration du candidat – FE 005/DC2 <input type="checkbox"/> Acte d'engagement <input type="checkbox"/> Relevé d'identité bancaire (RIB) IBAN ou postal (RIP) <input type="checkbox"/> Attestations fiscales et sociales (ou attestation sur l'honneur le cas échéant) <input type="checkbox"/> Attestation de délégation de pouvoir (si nécessaire) <input type="checkbox"/> Attestation d'assurance <input type="checkbox"/> Extrait Kbis <input type="checkbox"/> Dossier technique</div>	
<u>DATE LIMITE DE REMISE DE L'OFFRE :</u> Jeudi 03 juillet 2025 à 11h00, heure locale	

ANNEXE II

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE – FE 016/DC4



**Service du Commissariat des Armées
Direction du commissariat d'outre-mer
Groupement de soutien de la base de Défense
de Polynésie française**

MARCHÉS PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

FE016/DC4

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹

*Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.
Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.*

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

■ Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :

**Ministère des armées / Service du commissariat des armées
Groupement de soutien du Commissariat / Direction du commissariat d'outre-mer
Division Métiers / Bureau achats - marchés / cellule contractualisation
BP 9211 – 98716 PIRAE – TAHITI – POLYNESIE FRANCAISE
Téléphone : 40 46 32 92**

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R. 2391-28 du même code (nantissements ou cessions de créances) :
(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

« L'acquisition d'un (1) chariot élévateur électrique au profit de la Base Navale des Forces Armées en Polynésie Française (FAPF). »

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

¹ Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro TAHITI. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro TAHITI :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

☐ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du code de la commande publique) ?

☐ Oui ☐ Non

☐ Pour les **marchés de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement **et** à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service ([article R. 2393-33](#) du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

☐ Oui ☐ Non

F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Montant des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant maximum HT :
- Montant maximum TTC :

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant maximum hors TVA :

■ **Modalités de variation des prix :**

G - Conditions de paiement.

■ **Compte à créditer :**

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ **Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :**

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

☐ NON

☐ OUI

(Cocher la case correspondante.)

H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A _____, le _____

A _____, le _____

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A _____, le _____

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____, le